

L'OUVRIER MÉTALLURGISTE



organe mensuel

de la fédération française des syndicats professionnels de la métallurgie
et parties similaires (C.F.T.C.)

Rédaction-Administration : 28, Place Saint-Georges — PARIS (9°)

L'avenir appar-
tient à ceux qui
savent oser.

Camarades...

Souvenons-nous
qu'il peut nous
appartenir.

CONGRÈS 1937 ! NOUVELLE ETAPE

par Charlemagne BROUTIN

Président Fédéral

Qui se rappelle les origines de notre Fédération, et sa lente évolution et qui a vécu ensuite les journées de notre Congrès extraordinaire des 6 et 7 novembre, peut seul se rendre un compte exact du chemin parcouru.

C'est que, comme pour toute organisation sérieuse, il a fallu d'abord établir des fondations solides et ça été le travail lent, pénible parfois des premières années...

Après un départ enthousiaste et confiant, ce fut le labeur ingrat du défrichage, puis la mise au point, souvent difficile, de l'organisation en marche.

Ensuite, durant la dernière décade, ce fut le travail intérieur d'administration et d'équipement qui permit d'avoir, lors des événements sociaux de juin 1936, une Fédération suffisamment so-

sur la situation économique générale et les leçons tirées de l'expérience de dix-huit mois en matière de convention collective de travail.

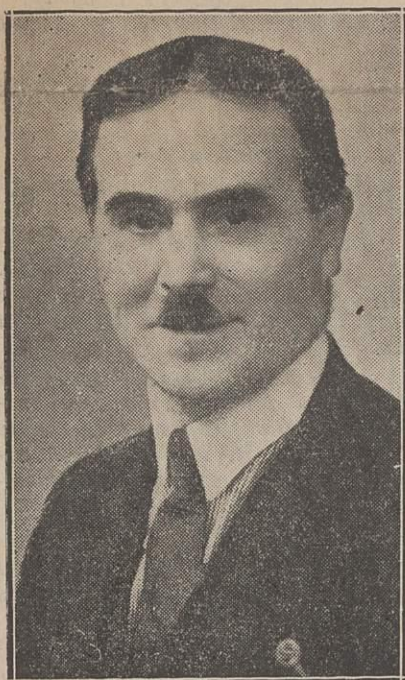
Et ainsi équipés et ragaillardis, voici les délégués repartis dans leur milieu de travail pour jeter à nouveau et à pleines mains la bonne semence...

Car c'est d'eux, en bonne partie, que dépend maintenant l'action professionnelle efficace et féconde.

Former et développer les cadres de leurs syndicats, amener les conseils syndicaux à prendre nettement conscience de la situation et du rôle qu'ils ont à remplir, conjuguer les efforts des militants dans les usines et ceux des syndicats dans une même région, agir de concert de manière à faire prévaloir partout les solutions justes compatibles avec les exigences économiques et sociales de l'heure présente, ne voilà-t-il pas une tâche qui mérite de retenir les efforts et le dévouement de tous ceux qui veulent remplir leur tâche de militant ?

Et voilà pourquoi le Congrès de 1937 ouvre une nouvelle étape dans la vie de notre Fédération et de ses syndicats.

Ayant triomphé des obstacles du passé, elle surmontera les difficultés du présent en jetant dès maintenant les bases préparant un meilleur avenir pour les travailleurs et pour leurs familles.

Charlemagne BROUTIN
Président fédéral

lidle pour recevoir l'afflux des nouveaux syndicats et des nouveaux syndiqués et faire face victorieusement aux nouvelles exigences qui s'imposaient à elle...

Félicitons-nous donc du bon travail accompli dans le passé ancien d'abord, récent ensuite.

**

La C.F.T.C. possède donc maintenant une puissante Fédération de la Métallurgie.

Pour s'en convaincre, il n'était que de regarder la centaine de délégués représentant les 260 syndicats fédérés, en majeure partie des nouveaux, venus de tous les centres métallurgiques du pays.

Avec quel intérêt ils ont suivi les travaux de ce Congrès extraordinaire qui leur révélait la force de notre organisation, la compétence de ceux à qui ils ont confié la direction du mouvement, la supériorité de notre doctrine et l'actualité de notre programme.

Travail d'ordre intérieur par l'adaptation des statuts fédéraux, le développement des différentes Caisses de résistance et de chômage, la rénovation de l'organe fédéral *L'Ouvrier Métallurgiste*.

Travail d'ordre extérieur et de propagande par la création de sections syndicales d'entreprise, l'organisation autonome des agents de maîtrise au sein de la Fédération.

Travail d'information et de documentation par la clarté jetée

La grève d'une heure dans la métallurgie de la R. P.

par Jean PÉRÈS

Dans la proportion des deux tiers environ, les travailleurs des usines métallurgiques de la région parisienne ont cessé le travail le 10 novembre, généralement une heure avant l'arrêt normal de la journée.

Pourquoi cette grève ? Si nous en croyons les organisations qui en ont pris la responsabilité, elle était destinée à :

1° Protester contre les lenteurs de l'arbitrage ; 2° obtenir l'application des conditions formulées par la C.G.T. pour la reconduction des Conventions collectives ; 3° protester contre la spéculation et la vie chère, et enfin, et surtout, 4° son objectif était : l'application du droit international en faveur de l'Espagne républicaine, pour des sanctions aux agresseurs, et l'ouverture de la frontière des Pyrénées, permettant le ravitaillement du Gouvernement républicain.

C'est résumée la solution votée le 30 octobre par le Conseil Central des ouvriers et ouvrières de la Métallurgie de la R. P. (C.G.T.).

Le simple bon sens nous amène à constater que si une manifestation devait avoir lieu contre la lenteur de l'arbitrage, elle aurait dû logiquement se produire avant la parution de la sentence. Or, les bases de cette dernière furent divulguées le 23 octobre, la sentence rendue et publiée le 30 et la grève effectuée le 10 novembre !

On est de plus parfaitement en droit de penser que les heures de travail perdues, et par conséquent les salaires non empochés, ne sont pas de nature à augmenter le pouvoir d'achat des ouvriers métallurgistes !

En réalité, et chacun en est, aujourd'hui, parfaitement convaincu, les premiers motifs n'étaient que

des prétextes servant à masquer le but véritable défini dans le 4° paragraphe de la résolution cédétiste, celui qui avait trait à l'ouverture de la frontière espagnole.

Certes, nous avons parfaitement le droit, individuellement, en tant que citoyens, d'avoir une opinion

Jean PÉRÈS
Secrétaire délégué

sur ce problème politique mais nous continuons d'affirmer avec force, que la C.G.T. procède à un abus de pouvoir lorsqu'elle entend faire état près du Gouvernement de l'opinion politique de la totalité de ses adhérents.

(Lire la suite en 2^e page.)

NOTRE XVIII^{me} CONGRÈS FÉDÉRAL NATIONAL

Quand les métallurgistes chrétiens montrent au monde ouvrier qu'ils sont une force ... et que cette force vit

Bien avant l'heure fixée pour l'ouverture du Congrès, les Délégués arrivent par groupes dans la salle des séances, c'est ainsi qu'à 9 h. 30 précises, la sonnette présidentielle retentit et Charlemagne BROUTIN déclare ouvert ce XVIII^{me} Congrès extraordinaire de la Métallurgie.

Après un cordial salut de bienve-

nue et quelques mots de félicitations aux délégués présents, le Président indique que pressés par les événements actuels, le Bureau Fédéral, faisant écho aux préoccupations du Conseil National dernier, avait jugé opportun de convoquer l'Assemblée des délégués des Syndicats affiliés.

Jean PÉRÈS, en sa qualité de Secrétaire délégué de la Métallurgie et de Secrétaire confédéral adjoint, tient à ce dernier titre à accueillir au nom de la Confédération les congressistes dans la Maison de Famille ; il demande à quelques camarades d'accepter la tâche de constituer les Commissions de contrôle : GLATTARD, JOIN et BRULANT sont chargés de la vérification des mandats, tandis que DOMONT, FERVY, REDONDY sont chargés de vérifier la Trésorerie et la Comptabilité ; cette formalité accomplie, le Président demande à chacun des délégués d'indiquer le ou les Syndicats qu'ils représentent ; pour leur permettre à chacun de mieux connaître l'effort accompli dans chaque région, il donne lecture des noms des Syndicats affiliés, suivis de leurs localités. Quelques camarades présentent des observations, demandant qu'une liaison soit établie notamment entre le Syndicat de Haute-Indre avec Saint-Nazaire, du Havre avec Rouen. La parole est ensuite à Paul LE BIHAN, Secrétaire général, pour la présentation de son Rapport moral, dont nous résumons les points principaux :

Le rapport moral

Voici longtemps, dit-il, qu'il ne m'avait été donné de participer à vos travaux, aussi est-ce avec un vif plaisir que je vous retrouve, vous, les quelques anciens ; quant aux très nouvelles qui dominent aujourd'hui, je suis heureux de faire leur connaissance. Si ce rapport n'a rien de commun avec ceux des années précédentes, la raison doit en être recherchée dans l'augmentation considérable de nos Syndicats affiliés et de leur activité. J'ai encore présent dans la mémoire le jour où, pour la première fois, j'étais chargé de présenter au Congrès le compte rendu d'activité fédérale ; 27 syndicats étaient alors inscrits, aujourd'hui ce chiffre peut presque être multiplié par 10, car nous comptons un total de 260 déclarations de sections et syndicats auprès des Pouvoirs Publics, et parmi eux nous avons le plaisir et l'honneur de compter l'organisation des Agents de maîtrise dont la création remonte à février dernier.

Reprenant le nombre de voix obtenues par nos candidats aux élections du Conseil Supérieur du Travail, ceci représente une force qu'il importe d'organiser solidement, pour cela il faut persuader nos cotisants de la nécessité de s'acquitter régulièrement des versements par

lesquels ils feront vivre et développer leur Syndicat, car nous ne sommes pas et ne voulons pas parmi nous de syndicats jaunes, il faut donc exiger une cotisation minimum.

L'organisation matérielle de notre Secrétariat s'est, de son côté, considérablement développée, tout un personnel est maintenant employé à son service et son installation dans les locaux actuels contraste singulièrement avec le cartonnet de bureau dans lequel il était logé il y a encore quelques mois, à l'entresol 5, rue Cadet.

La révolution sociale de juin 1936 ayant attiré l'attention de nos ca-

justements de salaires ; l'échelle mobile a recueilli l'unanimité des suffrages et la création d'une Caisse de Compensation pour les congés payés doit être réalisée en même temps qu'une réorganisation dans la répartition des congés lesquels devraient s'étendre sur une période de quatre mois et partout où cela est possible par roulement et non par fermeture des entreprises, afin d'éviter l'encombrement des stations balnéaires ou estivales, ce qui a comme résultat de provoquer une hausse très sensible des prix de séjour.

Le chômage

Le chômage sévit toujours et, hélas ! il atteint surtout les travailleurs d'un certain âge ; ceux-ci n'étant pas cependant des vieillards, devraient conserver leur emploi, certains d'entre eux étant des professionnels. A ce sujet, il est lamentable de constater combien certaines contradictions en sacrifiant la quantité à la qualité du rendement portent préjudice à la profession, d'une part certains employeurs se refusent à organiser l'apprentissage dans leurs entreprises et, de l'autre, ils se séparent d'ouvriers qualifiés sous prétexte d'un moindre rendement dû à leur âge, aussi que penser de cet état d'esprit qui fait considérer comme des vieux des hommes de 50 ans dont pourtant l'expérience est incontestable et peut rendre, à condition de savoir l'utiliser, d'importants services. La crise de main-d'œuvre qualifiée dont se plaignent les organisations patronales ne pourra se résoudre tant que ne sera pas réformée cette mentalité d'affairistes à courte vue.

La liberté syndicale

La liberté syndicale dont la défense s'était imposée à beaucoup de nos syndicats semble entrer dans une phase nouvelle. Les cellules communistes qui ont maintenant à peu près réalisé l'unité par l'élimination pure et simple des ex-confédérés au sein de la C.G.T., s'emploient à nous faire disparaître de la carte syndicale par la réalisation d'un monopole de fait auquel nous saurons résister ; nous avons le devoir de garder à la classe ouvrière sa liberté à ce devoir, nous ne faillirons pas.

La poussière de syndicats, dits professionnels qui essayent de se poser ici ou là ne réussit qu'à se faire balayer par la majorité des ouvriers qui ont compris depuis longtemps qu'elle ne recouvrirait qu'une manœuvre patronale destinée à faire échec à leurs justes revendications.

Formation

Retraite des vieux

Comment ne pas nous réjouir de voir l'ensemble de nos syndicats se préoccuper de la formation de leurs adhérents, la plupart participent à

Paul LE BIHAN
Secrétaire général

Notre XVIII^e Congrès Fédéral

des journées ou à des cours dont les sujets se rapportent à cet objet. Assurer aux vieux travailleurs un minimum vital est une préoccupation qui, chez nous, ne date pas d'hier, aussi tous nos camarades, sans exception, sont disposés à collaborer avec tous ceux qui veulent réaliser cette œuvre, disons mieux, ce devoir d'humanité envers ceux dont l'activité a contribué à l'élévation du standard de vie de la classe ouvrière qui maintenant ne doit pas faire d'eux des sacrifices.

En terminant, indiquons l'initiative de notre Président concernant la création de Comités Régionaux professionnels. Il est incontestable qu'il y a là une idée propre à aider puissamment nos syndicats à se grouper pour réaliser dans le cadre régional une action efficace. Le syndicalisme n'étant pas seulement un pare-averse dont on se sert en périodes d'orages, mais un ami sur lequel on peut compter en toutes circonstances. Les applaudissements qui saluent la fin du rapport indiquent à Paul LE BIHAN combien l'auditoire a suivi son exposé, l'intérêt qu'il a pris aux citations et au travail accompli par le rapporteur, c'est ce que souligne Charlemagne BRUTIN en remerciant notre Secrétaire Général.

La discussion

En ouvrant la discussion, celui-ci indique l'ordre dans lequel elle devra se dérouler, alors successivement prennent la parole sur le taux de la cotisation à exiger des syndiqués, nos camarades de ROUEN, BESANCON, de RIOM qui marquent en face de quelles difficultés ils risquent de se trouver si la proposition de LE BIHAN est adoptée sans modification. Plusieurs délégués interviennent dans le même sens, cependant que LE LIEVRE, de Paris, marque les fortes cotisations payées par les cégétistes auxquelles s'ajoutent périodiquement des quêtes de tout genre ; à son tour, M^{lle} MARTIN, représentant les syndicats féminins, indique la cotisation élevée de leurs adhérentes ; enfin, Ch. BROUTIN intervient et propose le chiffre minimum de 4 francs qui va alors rallier l'unanimité. Le vote acquis, Jean PERES remercie les camarades et leur demande de tirer le maximum de cet effort financier.

Sur la rédaction d'une circulaire fédérale, le Congrès marque son désir d'en voir réaliser le projet. Le Président indique son action au sein de l'Internationale de la Métallurgie et plus particulièrement il marque avec quelle insistance il a travaillé pour amener nos camarades étrangers à prendre parti pour la généralisation des 40 heures.

Les Sections d'entreprises dont traitera LE LIEVRE intéressent déjà certains délégués et les Comités professionnels font alors l'objet d'un débat dans lequel interviennent tour à tour nos camarades d'ALBERT, de ROUEN, de FRANCHE-COMTE, de CONCARNEAU pour demander quels sont les sujets dont auront à connaître ces Comités. BROUTIN répond : Leurs réunions comprendront

exclusivement les militants d'une région déterminée assistés d'un représentant fédéral. PERES qui intervient à son tour, précise les avantages de cette réalisation pour l'information et la formation des militants ; toutefois, ceux-ci devront être organisés en accord avec l'Union Régionale et le concours de l'Union Départementale.

J. PERES insiste de nouveau sur l'importance de la formation syndicale, il donne des indications pour la réaliser et précise le fonctionnement des Ecoles Normales ouvrières. WILLAME, de Maubeuge, intervient pour demander que soient envisagés les moyens d'étendre la formation aux syndiqués de la base.

En faveur des jeunes, AMBLARD, de Lyon, demande la généralisation de certaines dispositions, notamment que le service militaire n'interrompe pas la durée des services continus.

Pour la trajectoire des vieux travailleurs, le délégué de Rouen indique l'intérêt d'un projet local dont est l'auteur un de ses compatriotes, Ch. BROUTIN, lui demande de bien vouloir en faire parvenir un exemplaire à la C.F.T.C.

L'ensemble des délégués étant d'accord sur les points traités par LE BIHAN dans le rapport moral, celui-ci est adopté à l'unanimité et Jean GERSTEL, Trésorier Fédéral, prend la parole pour le compte rendu financier.

Le rapport financier

J. GERSTEL exposant les chiffres, résumant les opérations, montre avec beaucoup de clarté l'emploi des sommes versées à la Fédération ; il sait avec un rare bonheur familiariser l'auditoire avec les postes du bilan qu'il dissèque, c'est ainsi que, papier et crayon en main, chacun s'empresse de noter telles indications qui paraissent devoir fixer davantage son attention.

Enfin et s'en s'être départi d'un sourire optimiste, le Trésorier conclut par un appel au concours de tous, dont d'ailleurs il ne doute pas ; notre fraternelle collaboration, dit-il, doit se poursuivre et ainsi notre Fédération pourra faire face à tous ses engagements et étendre de plus en plus le rayonnement du Syndicalisme Chrétien.

Le Président Fédéral remercie bien vivement l'aimable et souriant rapporteur et ouvre la discussion.

La discussion

J. PERES donne certaines indications pour le règlement des cotisations et demande aux délégués de s'acquiescer régulièrement de celles-ci chaque trimestre ; LEMAITRE, de Caen, indique la méthode employée dans sa région pour la rentrée des cotisations ; VOISIN demande un

aménagement des redevances chômage et résistance pour les ouvrières et les jeunes gens ; BORDEAUX, par contre, voudrait voir les femmes toucher des indemnités égales à celles des hommes ; MICHON indique les difficultés auxquelles il se heurte pour percevoir les cotisations féminines ; M^{lle} MARTIN intervient alors pour faire remarquer très opportunément les avantages du Syndicalisme féminin ; COURBET est d'accord avec MICHON et VOISIN pour demander aux syndiqués féminines le paiement d'une demi-cotisation ; par contre, JOUIN, de Saint-Nazaire, indique les inconvénients d'une faible cotisation qu'il est difficile ensuite de revaloriser ; J. PERES marque enfin nos possibilités de recrutement dans les milieux métallurgistes où est employée une main-d'œuvre féminine. Devant l'actualité de la question, le Président Fédéral indique qu'il est saisi d'une demande d'affiliation du Syndicat des ouvrières de la Métallurgie de Paris, les Congressistes applaudissent et M^{lle} MARTIN, leur représentante, prend place sur l'estrade.

Avec une rare compétence, M^{lle} MARTIN indique alors les avantages du Syndicalisme féminin pour le recrutement, la formation et la défense des ouvrières, elle souligne que les femmes doivent exiger à travail égal, un salaire égal, car il importe qu'elles ne concurrencent pas les ouvriers sur le terrain professionnel, elle insiste pour des allocations familiales suffisamment élevées et complètent heureusement le salaire du mari pour permettre à la mère de rester au foyer ; cette déclaration est accueillie par des applaudissements nourris et M^{lle} MARTIN poursuit : « Les femmes dont les maris travaillent et dont le gain est suffisant pour faire vivre la famille, doivent être éliminées des entreprises, cependant nous entendons qu'une place soit réservée aux veuves ou aux célibataires dans l'obligation d'assurer leur existence et celle de personnes pouvant être à leur charge. » Enfin, elle conclut en affirmant le désir de collaboration du Syndicalisme Féminin de la Métallurgie avec les Syndicats ouvriers.

Les Congressistes demandent la suspension de la discussion sur le rapport financier jusqu'à l'audition de la Commission de contrôle. Le Président lève alors la séance pour permettre à chacun de se rendre au restaurant syndical pour le déjeuner.

SEANCE de L'APRÈS-MIDI

14 h. 45. — Le Congrès reprend ses travaux.

Jean PERES prend alors la parole pour exposer où est l'organe fédéral « L'Ouvrier Métallurgiste ». Il fait l'historique de sa fondation et note les difficultés rencontrées avant de pouvoir sortir le premier numéro. Il n'avait pas encore un an que déjà il se signalait à l'attention de nos camarades en relatant le conflit de Saint-Chamond ; plus de 25.000 exemplaires avaient fait connaître aux syndiqués de notre pays les résultats d'une action syndicale chrétienne dans un conflit où nous avions pu donner toute la mesure de nos moyens. Et voici les événements de juin : son tirage mensuel jusque là régulièrement assuré, est brusquement interrompu. En décembre, la tourmente un peu apaisée, il fait une réapparition. Janvier, février passent et c'est toujours le silence ; l'hiver lui a été funeste ; mais voici le printemps et mars voit revenir plein de santé « L'Ouvrier Métallurgiste » ; cette fois il promet de ne plus faire faux-bond à ses lecteurs et, comme vous avez pu le constater, sa promesse a été tenue. Le chiffre des tirages ne doit pas se ralentir et Jean PERES souhaite une collaboration plus effective avec nos principaux centres métallurgistes. Il demande au COURBET, au BRULANT, au CHUAVE, au TERRIER, au DELORME, au CHACORNAC et au Président Fédéral de repenser l'envoi régulier de leur copie au journal.

Se reportant aux réponses du questionnaire, PERES indique enfin l'intérêt qu'il a pris à parcourir les nombreuses réponses traitant du journal. Vous souhaitez, dit-il, une documentation plus abondante, mieux adaptée, plus précise, nous mettrons tout en œuvre pour vous donner satisfaction ; il ajoute quelques mots encore sur le profit que chacun peut retirer pour son action d'avoir à sa disposition un organe dans lequel il pourra parler tout à son aise ; le journal est pour nous un outil de libération, vous n'aurez garde de le laisser rouiller et inemployé. Jean PERES est alors longuement applaudi et la discussion s'ouvre. BORDEAUX, BIVIER, de Charleville, GERSTEL, NANTES, ROUBAIX, TOURCOING, LYON donnent leur point de vue ; d'une part sur le prix d'affranchissement, et sur le mode de distribution qu'ils jugent le plus simple et le moins onéreux et là, il apparaît bien qu'il faudrait confier cette tâche aux différents collecteurs d'entreprises, là où ils n'existent pas, le faire distribuer par les sections ou par des camarades bénévoles sur le lieu de travail, c'est-à-dire à la sortie des ateliers. WILLIAM voudrait voir « L'Ouvrier Métallurgiste » se livrer à un travail de formation pour les militants de la base ; GAUTHIER, LELIEVRE, AMBLARD interviennent à leur tour, ce dernier demande qu'un questionnaire, sur deux ou trois questions bien précises soit régulièrement adressé aux Syndicats et fasse l'objet d'un

résumé dans le journal ; Charlemagne BROUTIN insiste pour une rédaction ayant du nerf et du mordant ; il voudrait voir condensée une partie générale rédigée par le Bureau Fédéral et une autre plus développée, réservée aux publications et communiqués des Syndicats ; enfin PERES répond en assurant les délégués de l'attention la plus soutenue de la part de la rédaction pour aider les militants à collaborer efficacement à leur journal. La discussion est close et le Président passe la parole à BOTTON pour rapporter des conventions collectives.

Les conventions collectives

Après avoir signalé certaines particularités de la loi du 25 mars 1919, celui-ci montrera les améliorations apportées par celle du 24 juin 1936. Le législateur est arrivé fort lentement à établir des règles substituant le droit collectif au droit privé individualiste ; la convention collective c'est la reconnaissance du syndicat et de son caractère représentatif. La loi nouvelle, dit-il, se surajoute à la précédente en la complétant et en la précisant.

Enfin, le rapporteur en arrive aux questions touchant le proche renouvellement des contrats.

Les difficultés d'établir un contrat-type pouvant convenir aux conditions particulières de chaque région, nous conduisent à penser qu'en dehors d'un certain nombre de points pouvant être communs à toutes les conventions, il faut laisser leur conclusion se réaliser sur le plan départemental ou régional.

Devant les menaces d'étranglement syndical par la réalisation d'un monopole en faveur d'une organisation unique et, d'autre part, en présence des difficultés de réalisation auxquelles se heurte la convention nationale, les Congressistes se prononcent pour leur conclusion sur le plan indiqué par le rapporteur.

Une Commission est ensuite nommée pour rédiger un vœu précisant la position de la Fédération à l'égard des conventions collectives et les conditions de leur renouvellement.

Les rapports sur l'économie

La première partie de l'ordre du jour étant épuisée, on aborde celle ayant trait aux exposés de nos amis Paul VIGNAUX et Henri DENIS.

Charlemagne BROUTIN demande alors à Jean PERES de présenter aux Congressistes nos deux éminents conférenciers. En termes fort délicats celui-ci s'acquiesce de sa mission, et voici Paul VIGNAUX attaquant son sujet. Pendant 40 minutes, il retient l'attention de l'auditoire, longuement applaudi, il cède alors la place à Henri DENIS. La sévérité de son exposé riche de statistiques et de chiffres provoquera alors une sorte de débat contradictoire. Economiste distingué, éminent et compétent, Henri DENIS indique qu'en exposant une situation de fait, il s'est livré à un travail objectif dont il importe de tirer sur le plan social des conclusions. Ces deux rapports étant publiés d'autre part, nous nous contenterons de marquer l'intérêt soutenu et attentif apporté par nos camarades aux questions qui y ont été traitées. Qu'il s'agisse de l'assouplissement des 40 heures, de l'état du marché du travail, de la main-d'œuvre professionnelle, de l'apprentissage, de la rééducation des jeunes chômeurs, de la production et du rendement, de l'outillage, rien n'est étranger aux délégués qui parlent avec beaucoup de bon sens de cet ensemble de questions en apportant ou des solutions ou des suggestions sur tel ou tel point.

Enfin, après les dernières interventions de Paul VIGNAUX, Henri DENIS et Jean PERES, le Président lève la séance en donnant rendez-vous aux camarades pour le lendemain dimanche à 9 h. 30 précises.

Le dîner

La plupart d'entre eux se retrouvent un quart d'heure plus tard dans la salle du restaurant syndical. Charlemagne BROUTIN préside ce repas fraternel, ayant à sa droite M. Charles BLONDEL, Maître des Requêtes au Conseil d'Etat. Paul VIGNAUX a bien voulu, également, accepter notre aimable invitation. Au dessert, l'alerte Président Fédéral se lève pour saluer nos aimables hôtes ; il les remercie du concours précieux qu'ils apportent à la classe ouvrière pour l'aider dans son ascension sociale par une connaissance sans cesse plus étendue de ses conditions de travail et de sa place dans l'économie moderne. Puis, s'adressant à nos camarades basques, représentés ici par deux de leurs délégués, il dit combien les Syndicats chrétiens sont attristés des souffrances cruelles imposées à leur pays par l'effroyable guerre civile qui le désole. Comme hommes civilisés, dit-il, nous reprouvons l'effroyable massacre qui sème la haine dans les cœurs et dresse les uns contre les autres les fils d'un même pays. Comme chrétiens, membres du corps du Christ, nous souffrons avec vous.

Après avoir affirmé sa foi dans l'idéal qui anime tous nos camarades, Charlemagne BROUTIN dit combien cette première journée de Congrès confirme nos espérances dans l'invincible développement de notre mouvement. Ces derniers mots sont accueillis par de nombreux applaudissements, et c'est le départ en groupes pour la fête de nuit de l'Exposition.

LA SÉANCE DU DIMANCHE

C'est un jeune qui est à la fois un militant chevronné, notre camarade Emile COURBET, secrétaire de l'Union Régionale de Franche-Comté, qui présidera les débats. Selon son habitude, en quelques mots brefs et précis, il réclamera l'attention des délégués pour la lecture des deux rapports qui vont être présentés.

LELIEVRE, secrétaire du syndicat ouvrier de la métallurgie de Paris, aborde son sujet : « La section d'entreprise ».

Enfin, il lance un appel pour cette généralisation et souhaite que s'ouvre enfin dans notre pays une ère de calme et de paix dont la classe ouvrière a tant besoin pour assurer son bonheur pour de meilleurs lendemains.

Les applaudissements qui lui répondent, à peine apaisés, COURBET ouvre la discussion. Celle-ci sera fort animée ; nos camarades de DIJON, de l'AINSE, de LYON, de ROUEN, d'UGINE, de MAUBEUGE, de DENAIN, de CAEN, de SAINT-ETIENNE, interviennent tour à tour, demandant des précisions ou des compléments d'informations au rapporteur. M^{lle} MARTIN demande qu'un contact étroit s'établisse avec les sections locales. Le rapporteur répond avec beaucoup de bonne grâce à toutes les demandes et la discussion close, la parole est à Emile SEBERT, secrétaire général des Agents de maîtrise.

Les agents de maîtrise

L'habitude du commandement apparaît dès les premiers mots prononcés par le rapporteur. L'auditoire captivé par son exposé, l'applaudira à plusieurs reprises ; le chef communiquera à son auditoire la flamme qui l'anime ; celui-ci sera pris par le grand cœur du militant que chaque phrase fera apparaître.

FIN DE JOURNÉE

Nous avons eu l'étape de notre Congrès, sur le chemin sans aise qui monte vers la victoire.

Nous avons fait la somme des efforts passés pour définir celle du travail à venir, pour doser la tâche de nos lendemains laborieux.

...Et puis, nous avons pris des résolutions.

Faut-il écrire : des décisions ?

Oui, n'est-ce pas, il faut dire que nous avons pris des décisions.

Oui, nous nous sommes fermement et collectivement engagés à pousser à la roue de notre char commun.



L'auteur de nos "FIN DE JOURNÉE"

Jean RICHARD

Journaliste et romancier à ses heures

Parce que nous savons l'enjeu de la partie que nous jouons, parce que nous savons bien que finalement, si nous avons le courage de soutenir l'effort commencé, nous arriverons en haut du rude chemin où brille le grand soleil de Dieu sur les humbles victoires des hommes.

Et je reviens — parce que c'est nécessaire — à la question de « notre journal ».

On en parla au cours de ce Congrès. Notre camarade Jean PERES établit à son sujet un rapport des plus précis. Il a pesé pour nous le poids de l'œuvre qu'est le journal et le poids des efforts communs qui équilibraient la tâche et lui permettaient de continuer.

Or, mon camarade, il est bien entendu que tu veux chaque mois ton journal.

Tes délégués l'ont affirmé à ton Congrès. Ils ont discuté ensemble des moyens les plus aptes à faciliter sa rédaction et sa distribution.

Tous ont été d'accord : il faut

G'est l'agent de maîtrise qui aime ses hommes, qui les considère comme des collaborateurs et voit en eux des frères qu'il faut aider, qui connaît leurs difficultés et veut en se dévouant pour eux en faire des amis. Ce sont ces sentiments particulièrement élevés qui, en rencontrant un écho dans le cœur de tous les congressistes, soulèveront d'interminables applaudissements, lorsque Emile SEBERT conclura son exposé. COURBET, en le remerciant, lui dira combien il l'a suivi avec intérêt et marquera que c'est avec une réelle maîtrise qu'il a retenu l'attention de tous.

La suite de l'ordre du jour appelle les modifications des Statuts, d'une part, ceux de la Fédération, de l'autre ceux des Caisses chômage et résistance. Les propositions du bureau sont adoptées après quelques modifications de détail. On passe ensuite à l'élection du Bureau Fédéral. Les membres sortants, ainsi que M^{lle} MARTIN et Emile SEBERT sont élus à l'unanimité.

Le discours de clôture

La lecture des vœux étant unanimement approuvée par le Congrès, COURBET passe la parole au Président Fédéral pour son discours de clôture. Celui-ci, en quelques phrases très brèves où il a condensé toute la puissance de sa pensée, montrera aux délégués combien ils ont eu raison de faire l'effort qui les a conduits à la participation des travaux du XVIII^e Congrès Fédéral.

INTERVENIR A TEMPS POUR ETRE PARTIES AUX CONVENTIONS COLLECTIVES. C'EST LA CONSIGNE QUE JE VOUS DONNE. C'EST NOTRE ESPRIT QU'IL FAUT FAIRE PASSER DANS LES FAITS. GRACE A LA C.F.T.C. NOUS AURONS SAUVE LA LIBERTÉ SYNDICALE. NOUS N'AVONS PAS DE POLITIQUE DE PARTI, CAR NOUS VOULONS MAINTENIR LE SYNDICAT DANS LA VOIE PROFESSIONNELLE. QUAND ON A LA VERITE POUR SOI, ON DOIT ALLER JUSQU'AU BOUT, C'EST-A-DIRE JUSQU'AU SUCCES.

Les Congressistes l'acclament et Charlemagne BROUTIN déclarera clos le XVIII^e Congrès de la Fédération Française des Syndicats de la Métallurgie.

JACQUES MARIE.

La grève d'une heure dans la métallurgie de la R. P.

(Suite de la page 1)

L'ensemble des ouvriers et ouvrières n'arrêta, sauf de rares exceptions, que contraint et forcé.

Nous pourrions citer telle usine du sud de Paris, où pour assurer la réussite du mouvement, la section syndicale C.G.T., ex et actuel le cellule du parti communiste, commença d'abord par couper le courant électrique alimentant les moteurs des machines-outils. Après quoi, une première « escouade » « d'hommes de confiance » parcourut les ateliers, intimant aux ouvriers l'ordre de cesser le travail. Ces derniers semblant ne pas obéir avec suffisamment de discipline et d'entrain, ces mêmes hommes repassèrent munis, cette fois, de barres de fer qu'ils avaient ramassées avec l'intention d'en user si on n'obtempérait pas à leurs ordres.

Une deuxième équipe d'hommes de confiance pratiqua exactement de même à l'égard des agents de maîtrise qui furent invités, sans ménagements, à avoir à quitter leurs locaux.

Pour en sortir

L'examen objectif des faits nous amène à constater la lassitude et aussi l'inquiétude qui, à l'heure actuelle, se sont emparées de beaucoup. Nous sommes loin de « l'atmosphère » de juin 1936 ; la confiance aveugle que les travailleurs, dans leur majorité, avaient accordée aux militants cégétistes communistes, est en train de disparaître. Aujourd'hui, les yeux s'ouvrent, sur, non plus des mirages, mais des réalités.

Le mirage était de croire que l'on pouvait augmenter les salaires, tous les salaires sans que les prix, donc le coût de la vie, en fussent influencés. La réalité, c'est que ce dernier a fait des progrès trop réels, pas toujours justifiés, hélas ! La réalité encore, c'est qu'aujourd'hui, malgré un salaire numérique accru, les denrées et objets nécessaires à la vie de la famille ouvrière ayant augmenté, le pouvoir d'achat effectif se trouve ramené à son point de départ.

Tout est-il donc mauvais, dans les réformes appliquées ? Certes pas, et avec la C.F.T.C. nous avons,

depuis longtemps, (voir notre plan 15 janvier 1936) indiqué celles par lesquelles il aurait fallu commencer. Mais nous n'avons pas eu en main les leviers de commande, ces derniers ont été confiés uniquement à des hommes qui avaient bâti d'autres plans, et qui, pressés par les faits, ont dû, pour une large part, réaliser le nôtre ! Cette réalisation accomplie par des mains inexpertes semble se retourner, aujourd'hui contre l'ensemble des travailleurs.

Il faut cependant tout faire pour conserver la législation sociale de 1936 : congés ouvriers payés, conventions collectives du travail, institution des délégués ouvriers, institution de la conciliation et de l'arbitrage obligatoire, réduction de la durée du travail, prise de conscience de la force et de la dignité ouvrière, tout cela représente un acquis auquel nous sommes passionnément attachés, et qu'il s'agit, aujourd'hui, de conserver.

Pouvons-nous espérer le faire en nous confiant aux théories du libéralisme économique, doctrine inspirant autrefois le monde patronal ? Devons-nous laisser les extrémistes de gauche continuer de poursuivre leurs chimères au risque de nous faire sombrer dans le chaos et la misère générale ? Nous ne le pensons pas davantage, et plus que jamais, nous croyons, aujourd'hui que seul le rassemblement des bonnes volontés, des volontés constructives, de celles qu'anime un idéal haut placé, et mis au service du bien commun, peut nous permettre d'en sortir. Nous discernons de ces volontés dans le monde patronal, nous en voyons aussi, pourquoi ne le dirions-nous pas, chez certains hommes appartenant à d'autres milieux. Il y en a chez nous des multitudes, elles se sont manifestées sur le plan de la métallurgie, et avec quelle force, à notre dernier Congrès fédéral. Seul, le rassemblement des bonnes volontés permettra de bâtir cet ordre social et économique nouveau auquel aspire le monde, auquel nous aspirons tous.

Aux travailleurs d'assurer, par leur cohésion avec leurs organisations, les libérations et les relèvements indispensables que l'avenir impose.

Jean PERES.

Faites lire ce journal aux sympathisants
Donnez-nous vos suggestions

LE COMPAGNON.

LES AGENTS DE MAÎTRISE S'ORGANISENT POURQUOI ?

C'EST CE QUE VA NOUS DIRE...

Camarades,

C'est la première fois que le Syndicat Général des Agents de Maîtrise de la Métallurgie participe aux travaux du Congrès Fédéral.

Le Secrétaire Général de ce nouveau Syndicat est heureux, au nom de ses mandataires et en son nom personnel, de saluer le Congrès, de dire à celui-ci l'attachement profond qui unit les Membres du Syndicat des Agents de Maîtrise à la Fédération de la Métallurgie.

Je salue et je remercie ses dirigeants qui nous ont lancés, aidés, soutenus lors de nos débuts avec le meilleur de leur cœur; qui nous ont encouragés à continuer notre œuvre en nous insufflant leur foi syndicale et qui, malgré les embûches semées sous les pas du nouveau-né, ont tenu et réussi à nous garder dans cette chère Fédération de la Métallurgie dans laquelle, pour notre part, nous tenons et entendons rester.

Merci aussi aux Syndicats Ouvriers qui ont laissé partir, parfois non sans quelques regrets, vers notre Organisation des camarades auxquels ils tenaient particulièrement et qui allaient les priver d'une certaine nombre de militants éprouvés. Ils l'ont fait fraternellement pour le bien du Syndicalisme en général, qu'ils veulent trouver ici l'expression de notre profonde gratitude.

Et j'arrive à la première partie de mon rapport.

Pourquoi avons-nous créé cette nouvelle organisation?

Si vous le voulez et avant d'aller plus loin, définissons l'agent de maîtrise.

Qu'est-ce qu'un agent de maîtrise ?

En principe c'est un professionnel qualifié qui exerce d'une façon constante un commandement sur plusieurs ouvriers, groupe d'ouvriers de profession distincte ou sur plusieurs agents de maîtrise d'échelons inférieurs. Il assure la discipline de son équipe, de son groupe, de son atelier. Il assure le respect des temps, des prix de revient. Il assure une production normale avec les moyens et la main-d'œuvre que la Direction met à sa disposition. Il est placé sous les ordres d'un agent de maîtrise supérieur, d'un agent de direction ou même sous les ordres directs d'un patron.

En énonçant la définition d'un agent de maîtrise, il vient immédiatement à la pensée cette constatation: si ces gens reçoivent d'une part les ordres de la direction et d'autre part ont la charge principale de les faire exécuter, ils sont placés forcément entre deux feux. En effet, leur position est délicate, ils sont suspects aux ouvriers qui leur reprochent leur collusion avec le patronat et la direction qui, bien souvent, se méfie d'eux parce qu'elle les soupçonne de travailler contre ses intérêts en favorisant ceux-ci.

Et pourtant, les agents de maîtrise ont toujours fait leur travail loyalement, et j'en ai plus loin en disant qu'ils sont, pour la plus grande majorité, tout dévoués aux entreprises qui les emploient. Mais étant continuellement en contact avec la masse, ils se rendent compte mieux que personne des difficultés du travail. Ils sont amenés à prendre la défense de leurs hommes, à transiger, à s'arranger avec eux. Ce sont eux qui reçoivent les doléances des compagnons ou des délégués d'atelier. En un mot, ils sont dans le bain. Toutes les réactions, qu'elles viennent d'en haut ou d'en bas, se heurtent d'abord à eux. Un travail a-t-il été mal exécuté, c'est à eux qu'on s'en prendra en leur faisant plus ou moins gentiment remarquer qu'ils sont payés pour le surveiller. La paye, le boni ne vont pas, c'est eux que l'on accusera de ne pas avoir fait le nécessaire, de s'y être mal pris, d'avoir mal contrôlé. La production n'est-elle pas tenue, les agents de maîtrise en sont responsables sans que bien souvent la direction s'assure à l'avance si la main-d'œuvre a été rétive ou si la matière a manqué. Un travail n'est-il pas assez payé ou trop dur à exécuter, les ouvriers, à leur tour, rendront leurs chefs responsables comme incapables de se défendre devant les menées de la direction.

Je pourrais encore citer de nombreux cas, mais je m'arrête là.

Evidemment, les agents de maîtrise n'ont jamais été et ne sont pas des saints. Certains, parmi eux, au commandement trop brutal ou injuste envers leurs hommes ont contribué, pour une large part, à répandre dans la classe ouvrière et particulièrement dans nos grandes usines nationalisées de la Région Parisienne, que la Maîtrise était un ensemble de galeonnés au service du Capital ou les plats valets du patronat.

Inutile de vous dire que nous luttons et lutterons toujours pour ôter de l'idée des ouvriers ces critiques fondées parfois, par une attitude franche et loyale à leur égard.

Telle était la situation de la maîtrise avant juin 1936.

La situation après juin 1936.

Cette catégorie de salariés n'avait pas compris, malgré les brimades de certains employeurs, le besoin de s'unir, de se grouper. Le Syndicalisme dans cette branche était nul et plutôt mal vu. Mais au moment des événements de juin, lorsque les agents de maîtrise se sont aperçus que les pourparlers entre patrons et ouvriers se passaient au-dessus de leur tête et que, bientôt, comme toujours, ils seraient chargés d'appliquer un contrat de l'élaboration duquel ils avaient été purement et simplement évincés, alors ils ont pensé au Syndicat.

Et pourtant, quels sont ceux en dehors d'eux qui sont le mieux placés pour comprendre quelles réformes il serait nécessaire d'appliquer puisqu'ils connaissent les défauts et les ressources des patrons et ouvriers? A cause de cela, ils ne peuvent avoir une attitude de lutte de classe, ils posent les problèmes sociaux sur un plan plus élevé, mais ils sont assez proches des ouvriers pour les influencer heureusement.

Or, si le patronat mésestimait le rôle de cette classe moyenne du prolétariat, la C.G.T., elle, avait compris dès le début, l'importance de se l'attacher.

Franchement les agents de maîtrise répugnaient à s'affilier à un Syndicat confédéré en raison de leurs aspirations, ou en raison de leurs conceptions sociales ou religieuses. La C.G.T. s'est efforcée de faire pression sur eux en jouant fort intelligemment de deux arguments.

Elle leur a dit d'abord que les ouvriers n'ont obtenu des avantages que grâce à leur action syndicale et qu'il pourrait en être de même des techniciens.

Mais elle leur a surtout fait miroiter que pour être en confiance et être défendus contre le mauvais vouloir des ouvriers, c'était d'être avec eux dans une même organisation.

Ils s'organisent

En conséquence logique de ce qui précède, la Fédération cégétiste des Techniciens fut fondée.

Et nous, qu'allions-nous faire ?

Allions-nous regarder bêtement l'exemple de la maison d'en face, ou allions-nous laisser partir vers de soi-disant syndicats professionnels des gens qui, logiquement, devaient venir chez nous ?

Or, dans ce milieu où déjà le niveau de culture est en général assez élevé, le Syndicalisme Chrétien se devait de réaliser quelque chose. Evidemment là, comme d'en d'autres cas, notre manque de militants se fit durement sentir. Au lieu de démarrer immédiatement lors des événements de juin 36, nous n'avons réussi à mettre sur pied l'organisation adéquate qu'en février et mars de cette année. L'organisation cégétiste avait donc huit mois d'avance sur nous.

Mais loin de nous décourager, l'idée qui avait pris corps lors de la discussion du contrat des collaborateurs en juillet 1936, fut sanctionnée à la réunion des responsables des Fédérations en décembre dernier qui assurait la réalisation d'un organisme indépendant propre aux agents de maîtrise de la Métallurgie.

La Fédération des Employés y donnait son consentement sous la réserve expresse que les chefs de service en seraient exclus. En conséquence, notre nouvelle organisation devait grouper : les chefs de groupes, les chefs d'équipes, les contremaîtres, les chefs d'atelier. En un mot, les agents de maîtrise désignés au contrat collaborateur signé en juillet 1936.

J'ouvre une parenthèse pour remercier devant le Congrès nos amis Jean Péris et Joseph Botton qui, les premiers, ont entrepris la nécessité de constituer un syndicat indépendant des employés et des ouvriers, faisant auster sur le chapitre du contrat collectif ces mots : « Agents de Maîtrise » qui suivaient immédiatement « Fédération Française des Syndicats Chrétiens d'Employés et Techniciens ».

En effet, ce sont ces trois mots qui ont réservé l'avenir et ont servi de pierre angulaire à notre Syndicat.

Le Syndicat des Agents de Maîtrise fut admis officiellement par la C.F.T.C. au Congrès de juin 1937. Tout récemment le Comité de coordination des Fédérations réunies sous la présidence de Jules Zirnheld reconnaissait la nécessité d'organisations spéciales aux agents de maîtrise rattachées à leur Fédération d'Industrie.

Le Bâtiment, à son tour, est entré dans cette voie, sans doute d'autres suivront.

D'ailleurs, un certain nombre de Fédérations de Métiers viennent de se fonder, et la Fédération des employés a dû consentir à ces créations nouvelles, répondant aux besoins nouveaux vus par les événements sociaux qui ont transformé le monde du travail et lui ont fait un devoir de s'organiser sur des bases plus rationnelles.

En ce qui nous concerne, nos efforts doivent tendre à ces réalisations pour ne pas nous laisser gagner de vitesse par les organisations adverses.

La se pose une nouvelle question ! Allions-nous rester attachés à une Fédération ouvrière ou à une Fédération d'employés? En effet, tout en étant sur le lieu du travail, les chefs, il n'empêche que pour beaucoup de détails nous dépendons de nos hommes : heure de rentrée, heure de sortie, congés, etc. Il ressort de ceci que nous sommes beaucoup plus près des ouvriers par les contacts continuels que nous avons avec eux, que des employés de l'administration proprement dits.

A part quelques-uns qui avaient milité dans les organisations ouvrières et tenaient à y rester, d'autres avaient cru bien faire que de s'affilier à des Amicales qui, nous en avons la preuve, sont toutes dévouées aux organisations patronales.

Les raisons de leur autonomie.

Nous avons donc créé un Syndicat autonome. Comme d'autre part, et pour toutes sortes de raisons, nous voulions rester en contact étroit avec les ouvriers, nous avons réussi à allier les deux choses sur le plan de la Fédération.

Je crois que là était vraiment l'idéal, si j'en juge les rapports aigres-doux et je dirai même, tournant au vinaigre, qui existent entre la Fédération Techniciens C.G.T. et le Syndicat des Métaux de la même C.G.T.

Donc, dans le cadre de la Fédération, notre Syndicat fonctionne. Son siège est à Paris, ici même, il doit rayonner en province. Des Sections déclarées sont fondées et promettent beaucoup, notamment celle de Maubeuge et celle d'Evreux. D'autres, nous l'espérons, se formeront sous peu. Nous émettons le vœu que dans chaque Union Régionale ou Départementale existe une Section spéciale des Agents de Maîtrise de la Métallurgie rattachée au Syndicat Général.

Je crois que lorsque nous aurons fait cela, les Agents de Maîtrise n'hésiteront plus à venir au syndicat et ce qui est mieux, au Syndicalisme Chrétien, au lieu de se faire défendre par des syndicats indépendants, tellement indépendants que l'on voit figurer chez les uns des patrons au Conseil d'Administration ou même, un ombre : ce sont les patrons eux-mêmes qui président à la formation de ces syndicats, en effet, singulièrement indépendants.

Tout cela, camarades, n'est pas sérieux. Dans vos régions, faites de la propagande pour notre Syndicat Général

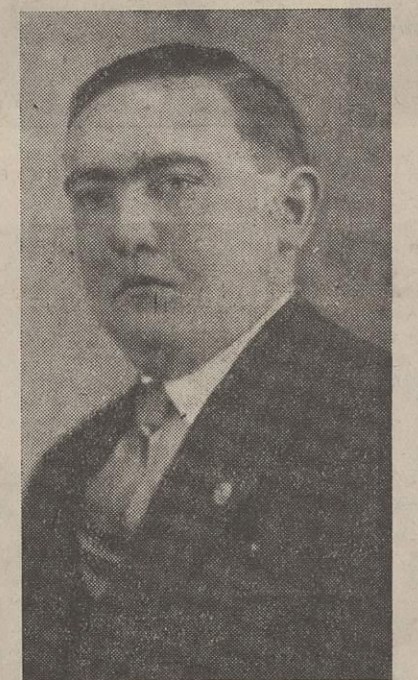
Émile SÉBERT

où vos camarades, j'insiste sur ce mot, de la maîtrise, seront assurés d'être défendus par des camarades de leur profession connaissant leur difficile travail, leurs lourdes responsabilités, souvent méconnues. Ils ne seront plus alors les «ternels sacrifiés», ils feront enfin entendre leurs voix.

Conclusions

Mes chers camarades, j'ai terminé, après vous avoir salués, vous avoir défini l'agent de maîtrise, sa situation actuelle et ce que nous avons mis sur pied pour le défendre, c'est un appel que je vous adresse, militants ouvriers: notre nouveau Syndicat a besoin de vous pour le faire connaître et apprécier; dites-vous bien que si vous perdez un membre en le laissant venir chez nous, n'oubliez pas qu'il reste avec vous dans la Grande Famille Métallurgique qu'est votre Fédération.

Bien chers camarades métallurgistes de Province et de Paris, soyez assurés que de notre côté vous trouverez tou-



Émile SÉBERT
Secrétaire Général
des Agents de Maîtrise

jours des camarades qui vous aiment, qui vous comprennent, qui ne veulent que votre bien, ne demandant qu'à vous aider.

Et la main dans la main, la blouse blanche unie au bourgeois bleu, nous défendrons ensemble l'idéal syndical.

Nous nous battons, ensemble, s'il le faut pour la défense de nos droits et de nos libertés.

Nous irons côte à côte vers de nouvelles conquêtes pour l'extension toujours plus grande de notre Fédération de la Métallurgie, pour le rayonnement toujours plus grand de notre chère C.F.T.C., et pour le triomphe final du Syndicalisme Chrétien.

E. SÉBERT.

Ma tâche seulement de vous apporter une brève introduction au rapport qu'Henri Denis doit vous présenter sur la situation de la métallurgie française.

Cette introduction sera, d'ordre historique : je rappellerai les différentes phases de l'expérience dans laquelle nous sommes engagés depuis juin 1936 : à chaque moment j'essaierai de retenir la préoccupation dominante, l'idée directrice, mais sans avoir le temps de les juger. Il ne s'agit pas d'abord de juger, mais de comprendre.

Un trait caractéristique de l'expérience française, c'est le rôle actif qu'ont joué les masses dans son déclenchement et son développement. Par masses, j'entends la classe ouvrière plus ou moins organisée, plutôt moins que plus.

C'est la raison pourquoi les idées déterminantes de l'expérience ne sont pas des théories compliquées, mais des notions populaires, en accord avec l'expérience ouvrière, l'expérience ouvrière de la crise.

Les idées économiques, dominantes en juin 36, on peut les ramener à deux :

1° La notion du pouvoir d'achat. Vous savez tous, vous avez vécu, qu'en période de crise le patronat et l'Etat-patron cherchent à réduire leurs charges, à faire de la déflation, notamment par la réduction des salaires. Les salariés résistent à la déflation, défendent leurs salaires. Quand malgré des réductions massives, la prospérité ne revient pas, les salariés pensent naturellement que ces sacrifices étaient inutiles. Vous vous plaignez, disent-ils aux dirigeants de l'économie, du resserrement des débouchés ? mais en diminuant nos salaires, vous réduisez notre pouvoir d'achat, donc vos débouchés, vous aggravez la crise au lieu de l'atténuer. Pour remettre la machine économique en marche, il faut procéder à l'inverse : accroître le pouvoir d'achat des masses.

2° L'idée que la grosse difficulté présente, ce n'est pas de produire, c'est de répartir. Les travailleurs sont les témoins du progrès technique qui multiplie les produits, devant ce spectacle de l'abondance de la production, ils ne comprennent pas l'abaissement du niveau de vie pendant la crise, la misère des chômeurs. Comme ils ont assisté à des licenciements massifs lors de l'introduction de machines nouvelles, ils croient naturellement qu'avec le progrès, il

LA SITUATION DE L'INDUSTRIE MÉTALLURGIQUE

Réformes sociales et progrès économique

Posons le problème

La pause paraît un moment propice pour essayer de se rendre compte si les réformes sociales mises en application depuis juin 1936 paraissent favoriser réellement notre marche dans la voie du progrès économique, c'est-à-dire dans la voie de l'amélioration du niveau de vie, des travailleurs.

La diminution de la durée du travail constitue déjà une amélioration, mais la majorité des travailleurs désire en même temps une amélioration de sa situation générale, donc de sa capacité d'achat. Il faut, pour cela, que le coût de la vie augmente moins que le niveau des salaires.

On peut dès maintenant confronter l'évolution des salaires et celle du coût de la vie depuis un an et demi. On voit alors que les salaires hebdomadaires ont augmenté en moyenne de 30 à 40 p. cent de mai 1936 à août 1937, tandis que le coût de la vie a augmenté de 29 p. cent pendant le même temps. On s'aperçoit ainsi que l'avantage immédiat procuré aux travailleurs n'est pas considérable. Mais il faut bien comprendre que les effets des réformes sociales commencent seulement à se faire sentir: comment va évoluer prochainement le coût de la vie, la capacité d'achat des travailleurs? C'est cela que nous voudrions connaître dès maintenant; notre orientation dans la voie du progrès économique.

État de la production

Un des facteurs essentiels de l'évolution prochaine du coût de la vie, c'est la situation de la production industrielle; non pas du point de vue des profits, mais au point de vue de la capacité de la production et du rendement.

L'ensemble de la production industrielle française est dans un état tout à fait stationnaire. En juillet 1937 la production a été seulement 2 p. cent plus forte qu'en juillet 1936, et en août 1937 elle était même de 2 p. cent au-dessous de celle du mois d'août 1936. Mais les différentes sortes d'industries ne sont pas du tout dans la même situation, comme nous allons le voir en examinant différentes branches de l'industrie métallurgique.

FONDERIE : Le volume de la production est dans le 1^{er} semestre 1937 supérieur de 6 p. cent environ à celui du 1^{er} semestre 1936, pour Paris, — et de 9 p. cent pour la Province. L'outilage est encore très insuffisamment utilisé, puisque 105 hauts fourneaux sont en activité et 95 arrêtés.

ACIERIES : La production d'acier Martin dans les usines du centre a augmenté de 12 p. cent par rapport à 1936. La production d'acier électrique pour la France représente 17 p. cent de plus qu'en 1936 et on songe encore à la développer. Il faut remarquer que ce développement tient pour une part à l'accroissement des commandes de la défense nationale.

MÉCANIQUE : La production a doublé en moyenne par rapport à 1935. Et l'on n'arrive pas à satisfaire les commandes.

Ces trois groupes d'industries sont donc, en plein développement (surtout les deux derniers). Ce sont des industries qui ne livrent pas leurs produits directement aux consommateurs, mais à d'autres industries; en particulier el-

les fabriquent des machines. Si nous examinons au contraire des industries plus proches du consommateur, nous verrions qu'elles sont presque stationnaires : c'est le cas de la construction métallique.

La construction électrique, dont la production se développe pour les machines électriques, est en régression au contraire pour la production d'accumulateurs ou d'appareils de confort domestique.

Nous avons donc l'impression que dans la situation actuelle ce n'est pas la consommation proprement dite qui se développe (cette impression serait confirmée par l'examen du chiffre des ventes des grands magasins) mais la fabrication des machines.

Éléments favorables et défavorables

Cette situation s'explique très bien en raison des réformes sociales: La hausse des salaires, la loi de 40 heures ont poussé à remplacer le travail humain par la machine. Cette tendance, — à condition qu'elle ne soit pas exagérée et aboutisse à un nouveau chômage — est favorable au progrès économique. Lorsque l'ensemble des industries sera équipé d'une manière plus perfectionnée, on peut espérer que le prix de revient des marchandises sera abaissé et le pouvoir d'achat des travailleurs augmenté.

Cependant il y a dans la situation de la production française des éléments qui peuvent inspirer une certaine inquiétude: C'est d'abord l'état de crise dans lequel se trouvent encore les industries qui fournissent directement au commerce, à la consommation. Les entrepreneurs ne sont pas stimulés dans leur activité économique par des espérances de gros profits, comme dans les précédentes périodes de prospérité. Il n'y a pas, d'autre part un appel suffisant de la consommation. Cette situation, espérons-le, se modifiera peu à peu quand on comprendra que les légitimes satisfactions économiques de tous peuvent être obtenues sans revenir au pur libéralisme.

Le problème de la main-d'œuvre

Mais il faudrait au moins que les industries auxquelles l'extension du mécanisme procure des commandes nombreuses, puissent se développer pleinement. Or, toutes se plaignent de ne pouvoir le faire en raison du manque de main-d'œuvre. Examinons donc la situation de ces diverses industries sous ce rapport.

FONDERIE. — La main-d'œuvre employée qui avait diminué de 40 à 50 pour cent de 1929 à 1935, a remonté de 15 p. cent en 1937. Mais cela paraît être une limite. L'embauchage est désormais difficile.

ACIERIES. — Depuis la loi de 40 heures, on a embauché 10 à 20 p. cent de la main-d'œuvre antérieure, et là aussi la limite semble atteinte. On envisage de développer la production des fours électriques, parce qu'ils ne demandent que peu de main-d'œuvre. Mais de toutes façons, la main-d'œuvre fera défaut pour les opérations de transformation (laminage, moulage, etc.).

Où en sommes-nous de l'expérience ?

par Paul VIGNAUX

Directeur de cours à l'École des Hautes-Études
Professeur à l'E. N. O. de la C. F. T. C.

existe un chômage technologique de plus en plus menaçant. D'où l'idée qu'il convient de répartir le travail d'abord, les gains ensuite, de manière à accroître la production surabondante pour des masses n'ayant que de maigres salaires.

Nos deux idées s'accroissent fort bien.

En les prenant comme point de départ, on comprend fort bien la

PREMIÈRE PHASE DE L'EXPÉRIENCE (juin-septembre 1936) :

On avait fait jusqu'alors de la déflation; il faut renverser la vapeur, faire de la réflation: les augmentations de salaires, incluses dans les conventions Matignon et les conventions collectives, les congés payés, les quarante heures lorsque leur application résorbera — comme on l'espérait — le chômage, tout cela va accroître le pouvoir d'achat des masses et déclencher la reprise. Dans les années de déflation, les gouvernements avaient cherché avant tout l'équilibre du budget; dans la nouvelle politique, ce point de vue devient secondaire: l'Etat peut dépenser largement, à condition que ces dépenses aident à la reprise; le volume des affaires augmentant, celui des impôts suivra et les finances publiques retrouveront cette aisance qui est le résultat de la prospérité.

En principe, cette politique de réflation ne comportait pas de dévaluation du franc. Avec la dévaluation commence la SECONDE PHASE DE L'EXPÉRIENCE (octobre 36-mars 37). Deux traits à noter :

a) La dévaluation est présentée comme un alignement monétaire du franc avec la livre et le dollar, en accord avec l'Angleterre et les États-Unis : la politique française se trouve ainsi liée à celle

des deux démocraties anglo-saxonnes, pays aussi de capitalisme privé, qui, par opposition aux régimes allemand et italien, restent relativement fidèles au libéralisme économique, ne recourent notamment pas au contrôle des changes.

b) On attend de la dévaluation l'effet de reprise des affaires qu'elle a eu notamment en Belgique. Cet effet se produit dans les derniers mois de 1936, mais s'arrête au début de 1937. A ce moment, l'application des quarante heures se généralise.

En proie à des difficultés financières accrues, le gouvernement estime qu'il faut arrêter un temps le train des réformes. C'est la :

TROISIÈME PHASE DE L'EXPÉRIENCE : LA PAUSE (depuis mars 37), dans laquelle nous sommes encore. Le changement de ministère n'est qu'une affirmation plus marquée de l'esprit de pause. Quels sont les traits de cette période ?

On s'efforce toujours d'écarter le contrôle des changes.

La seconde dévaluation qui, au franc-Auriol fait succéder le franc-Bonnet, n'est suivie d'aucun effet de reprise.

La préoccupation de l'équilibre budgétaire reparait : on voudrait pouvoir d'abord l'assurer, pour ramener la confiance et les capitaux expatriés.

Enfin, les milieux économiques et politiques insistent sur un problème dont l'apparition marque le renouveau du point de vue initial. C'est le problème de la production.

Je ne puis pas l'exposer ici et le discuter en détail. Je veux seulement constater qu'il nous est posé par un changement remarquable des perspectives : en répartissant mieux le pouvoir d'achat, en augmentant les salaires et ramenant, par les quarante heures, les chômeurs au travail, on espérait que la production repartirait; son vo-

par Henri DENIS
Professeur à l'E. N. O. de la C. F. T. C.

MÉCANIQUE : La main-d'œuvre a été augmentée de 17 p. cent, mais à présent on ne peut plus trouver d'ouvriers professionnels.

Dans toutes les industries, c'est la main-d'œuvre qualifiée qui manque : il n'y en a plus parmi les chômeurs — et aujourd'hui encore des ouvriers qualifiés quittent l'industrie pour les services publics. Peut-on rendre responsable de cette situation la loi de 40 heures? Non, la responsabilité incombe avant tout à l'insouciance d'après-guerre par rapport au problème de la main-d'œuvre spécialisée.

Suggestion

Pourtant, il faut bien envisager la situation de fait et lui apporter des remèdes immédiats : l'application uniforme dans toute l'industrie de la loi de 40 heures retarde la réalisation du progrès économique qui doit résulter normalement des réformes sociales. Là où la main-d'œuvre spécialisée fait défaut, et où il n'y a pas moyen de s'en procurer à brève échéance, il faudrait sans doute lui permettre de travailler un peu plus si l'on veut que l'outilage de la nation se développe rapidement et qu'ainsi la capacité d'achat des travailleurs puisse être augmentée.

Il faut prendre garde que sans cela on ne manquera pas de dire que les réformes sociales n'ont apporté aucune amélioration réelle aux travailleurs parce qu'elles ont arrêté le développement de la prospérité. Or, cela est certainement faux. Dans l'histoire, l'action ouvrière pour l'amélioration de son niveau de vie a toujours été un facteur essentiel du progrès économique. Il doit encore en être ainsi aujourd'hui.

Telles sont du moins les données et les suggestions qu'une analyse de la situation économique permet de soumettre à votre examen, à vos décisions.

Henri DENIS.

Chronique Familiale

Nous avons la joie d'apprendre le mariage de notre camarade Georges RIGAUD, président du syndicat de Melun, avec M^{lle} PIGY, de Melun. La bénédiction nuptiale leur a été donnée le 15 novembre dernier.

Aux nouveaux époux, l'Ouvrier Métallurgiste interprète de tous ses lecteurs et de tous ses amis, leur présente ses vœux les plus sincères de bonheur.

L'abondance des matières nous oblige à reporter à notre prochain numéro, la chronique syndicale.

Nous nous en excusons auprès de nos camarades.

lume augmentant, les nouvelles charges des entreprises se répartiraient sur une plus grande masse de produits, les recettes de l'Etat augmenteraient... Malgré deux dévaluations, cela n'est pas arrivé. Au contraire, nous devons acheter davantage à l'étranger et nous lui vendons moins : le déficit de la balance commerciale montre que le pays s'appauvrit. Il semble donc qu'il faille produire davantage.

Comment se pose, pour nous, la question ?

Il s'agit, d'une part, de défendre la classe ouvrière contre d'injustes attaques : on parle trop de baisse du rendement. D'une part, pendant la crise, période de rationalisation extrême et d'impuissance ouvrière, les entreprises avaient obtenu le rendement horaire maximum : non seulement on ne pouvait espérer accroître ce rendement, mais encore une détente était inévitable. J'ai d'ailleurs entendu de gros dirigeants d'entreprises métallurgiques reconnaître que « d'une façon générale, le rendement horaire a été maintenu ».

Il s'agit, d'autre part, de maintenir l'essentiel des lois sociales, des conquêtes ouvrières. Je n'ai pas qualité pour prendre parti sur certains « assouplissements », dont vous avez à juger. J'attire seulement votre attention sur ce point : l'essentiel des conquêtes ouvrières, celles par quoi les travailleurs ont barré sur l'avenir, c'est leur nouveau statut juridique, le pouvoir qu'ils ont acquis dans les entreprises et sur la vie économique. Voilà ce qu'il faut avant tout sauvegarder. Si, comme c'est la loi du régime où nous vivons, les organisations ouvrières doivent accepter des « compromis » entre le point de vue de leurs mandataires et le point de vue patronal, il faut qu'elles profitent, de l'occasion, pour maintenir et accroître même leur droit de regard, leur action de contrôle sur la politique des entreprises, regard et contrôle essentiels pour qu'il y ait, aujourd'hui, collaboration.

Paul VIGNAUX.

Imprimerie Centrale
12, rue St-Siméon,
Bordeaux.

Le Gérant : Henri SINJON.

Notre Congrès



Le Congrès est terminé! Les dernières poignées de main après un bon travail



Le Bureau: au centre, Ch. Broutin préside; à gauche, Paul Le Bihan; à droite, J. Pérès



Au dîner du soir quelques personnalités à la table d'honneur: de gauche à droite, Lucien Léonard, Paul Le Bihan, Charles Blondel, maître de requêtes au Conseil d'Etat, Ch. Broutin, J. Pérès et Paul Vignaux, agrégé de l'Université



Pendant une des séances, les délégués suivent les débats attentivement



Agapes fraternelles, repas bien mérité après des heures laborieuses



Une autre vue de la séance où l'on reconnaît parmi les dames Mlle Martin et parmi nos camarades Emile Courbet, secrétaire de l'Union Régionale de Franche-Comté

Le photographe fixe pour l'O. M. un souvenir particulièrement agréable



Ah ! si j'avais su !...
diront devant cette page
ceux qui n'étaient pas là...

RÉSUMÉ DES TRAVAUX

du 18^e Congrès de la Fédération Française

des Syndicats de la Métallurgie et Parties Similaires (C. F. T. C.)

Les Syndicats adhérent à la Fédération Française des Syndicats de la Métallurgie et Parties Similaires (C.F.T.C.) se sont réunis en Congrès annuel les 6 et 7 Novembre 1937, au siège de leur Fédération, 28, place Saint-Georges, Paris 9^{me}.

Charlemagne BROUTIN, Président Fédéral, ouvrit le Congrès en félicitant les très nombreux congressistes, au nombre desquels il salua une délégation des Syndicats Catholiques Basques.

Paul LE BIHAN, Secrétaire Général, présenta le rapport moral d'activité de la Fédération depuis le dernier Congrès ; il fit ressortir le magnifique développement des effectifs et de l'action des Syndicats Fédérés.

Le rapport financier, présenté par Jean GERSTEL, Trésorier Fédéral, fut approuvé à l'unanimité et des félicitations furent adressées aux administrateurs des diverses Caisses Fédérales.

Jean PERÈS expose un programme de rénovation de l'organe fédéral « L'Ouvrier Métallurgiste », afin de le rendre de plus en plus vivant et utile aux métallurgistes.

Joseph BOTTON, Secrétaire permanent, informa l'auditoire des conditions dans lesquelles se présente le renouvellement des Conventions collectives dans la Métallurgie.

Paul VIGNAUX, Directeur d'Etudes à l'Ecole des Hautes Etudes, en un exposé objectif et détaillé, mit le Congrès au courant des résultats de l'expérience économique en cours.

Henri DENIS, diplômé des Sciences politiques, fit une étude approfondie de la situation métallurgique en France, signalant une demande de professionnels qualifiés dans certaines localités.

Roger LELIEVRE (Paris), en un rapport très fouillé, expliqua aux Congressistes en quoi consistaient les Sections Syndicales d'entreprises et ce que l'on devait attendre d'elles pour le développement et la propagande de nos organisations.

Emile SEBERT, Secrétaire du Syndicat des Agents de Maîtrise, dit pourquoi il fallait grouper les Agents de Maîtrise de la Métallurgie en syndicats, affiliés à la Fédération ouvrière, et non en amicales.

Quelques modifications de détails furent apportées aux Statuts fédéraux, après un exposé fait par Jean PERÈS.

Les membres du Bureau fédéral sortant furent réélus à l'unanimité, ce qui ne peut que les encourager à persévérer dans la voie qu'ils ont suivie jusqu'à présent.

Des directives générales furent données aux adhérents, afin de leur indiquer la conduite à tenir en présence des difficultés actuelles.

Des résolutions concernant le renouvellement des Conventions collectives, la situation de l'Industrie Métallurgique en France et notre position, furent adoptées à l'unanimité.

Puis, après une vibrante allocution du Président fédéral, le Congrès fut clos au milieu de l'enthousiasme général.

Les résolutions adoptées par le Congrès de la Fédération de la Métallurgie (C. F. T. C.)

La Fédération Française des Syndicats de la Métallurgie et Parties Similaires, affiliée à la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens, vient de tenir à PARIS, les 6 et 7 novembre 1937, son 18^{me} Congrès.

Cette Fédération groupe, à l'heure actuelle, plus de 260 syndicats ou sections déclarées, répartis dans la Métropole et les Colonies. Les délégués du Congrès réunis au nombre de plus d'une centaine, ont adopté les résolutions suivantes :

Sur les Conventions collectives

Le Congrès, après avoir entendu le rapport présenté par Joseph BOTTON, les explications fournies par Jean PÉRES et Charlemagne BROUTIN, constate :

Que les Conventions collectives de travail, discutées et signées depuis un an, le plus souvent dans le cadre de la localité, ont provoqué des contacts entre organisations patronales et ouvrières, chose impossible auparavant ;

Qu'elles ont, de plus, en précisant les règles de l'exercice de la profession, apporté aux travailleurs de la Métallurgie des avantages matériels et moraux importants ;

Qu'il y a intérêt à généraliser certaines dispositions de ces Conventions ;

DEMANDE :

Un nouvel effort de perfectionnement des Conventions collectives avec leur discussion et signature sur la base régionale, ceci en raison même du cadre géographique de certaines industries ;

Adresse, à tous les hommes de bonne volonté, patrons et ouvriers, un appel pressant pour agir dans ce sens, et indique que les perfectionnements à introduire dans les textes des nouvelles Conventions, pour les industries des métaux, doivent contenir, pour l'ensemble du territoire, des règles communes sur les questions suivantes :

Droit syndical, délégués ouvriers, définition des catégories professionnelles, échelle mobile des salaires, travail en équipe, placement et règles de stabilité dans l'emploi, modalités des périodes d'essai et de préavis, modalités d'heures supplémentaires, des déplacements, des congés payés, des indemnités de congédiement, règles concernant le travail des femmes, allocations familiales, avec échelle mobile et dispositif facilitant le retour de la Mère au Foyer, dispositions concernant les déplacements d'entreprise, le départ et le retour du régiment, l'ancienneté de service, institution de Commissions mixtes permanentes, de Commissions de conciliation et d'arbitrage et réorganisation de l'apprentissage.

Sur la situation des industries des métaux

Ayant pris connaissance de la situation économique générale, tant nationale qu'internationale, et de sa répercussion au point de vue métallurgique,

Constatant, par ailleurs, l'état de tension existant notamment dans la Métallurgie parisienne à la veille même du renouvellement des Conventions collectives,

Regrette qu'après dix-huit mois de rapports contractuels, les relations ne soient pas meilleures entre les divers éléments représentatifs de cette branche industrielle si importante,

Impute cette situation aux néfastes méthodes de lutte de classe qui auraient dû faire place, d'un côté comme de l'autre, à une véritable collaboration qui, seule, peut faire donner à la Convention collective, librement discutée et signée, ses féconds résultats, tant pour les parties contractantes que pour la profession elle-même,

Invite les syndicats affiliés à faire triompher la doctrine, le programme et le plan de la C.F.T.C. qui, seuls, sont susceptibles d'établir les bases d'une véritable organisation professionnelle, élément indispensable de l'ordre social nouveau.